

[Text]

which was relatively cheap capital and relatively cheap energy, which we substituted for relatively expensive labour. In reversing that process, making labour again relatively cheap as a commodity, with capital relatively expensive, having been caught up in the inflationary part of that period with energy being relatively expensive, there has been put in train, slowly but surely, a major lurch in the capital and energy efficiency structures of our industries.

I suppose if one has a concern out of that issue it is that our competitors in the world environment, who have had to absorb much sharper shocks than we have, have, in fact, perhaps initiated that process of reaction and capital equipment change more rapidly than we have done, and if there is a threat to the Canadian economy that resides in that, it is that we will postpone too long, or we will, if you like, delude ourselves too long, that a similar refurbishment and rebirth of capital in this country is less necessary than it appears in other countries.

We then come to record in the paper our current view of the medium-term forecast. What we record there is the medium-term forecast that was published in Mr. Crosbie's budget of last December. Although we were working continuously on a further medium-term forecast which would be associated with the Minister of Finance's forthcoming budget, I think it is fair to say that the numbers we report to you in the paper as being our view last December 9 all deserve to be shaded somewhat with real growth for 1980-81 in response to more recent news a little less robust than we show it even in that paper; the inflationary rates that we foresaw in that paper we would now edge upwards slightly; the unemployment rates consequently which we show in that paper, which are disappointing, and which indeed reflect some of the underlying factors reflecting growth through that period, are a little more disappointing still.

By our historical standards, average real growth between 3 per cent and 3.5 per cent is low, but by the decade of the eighties standards is the kind of real growth that we are going to see worldwide. Nonetheless, it is not sufficient real growth to make major incursions on the rate of labour force utilization, and therefore is associated with the prolongation of rather severe unemployment rates.

Coming then to what we think is perhaps the central issue in terms of the prospects for the Canadian economy in that environment, it seems to us that our performance in the 1980s will directly reflect our capacity to sustain a real investment process through the five years of the 1980s in energy and non-energy sector alike. I suppose if I were to say one thing in that regard it is that, if there is another risk we run it is that we will over-invest in energy to the neglect of the non-energy sectors of the economy. It is absolutely and obviously quite as critical that our growth, if it can be led through the first half of the 1980s by non-energy sector real investment in manufacturing industries and in infrastructure generally, would create

[Traduction]

prix relatifs, ralentissant le système qui a mené l'expansion et la croissance au cours des années 50 et 60—époque où capitaux et énergie étaient relativement bon marché, que l'on a échangés d'ailleurs contre une main-d'œuvre relativement onéreuse. En inversant le processus et en rendant ainsi, à nouveau, la main-d'œuvre bon marché tandis que les capitaux sont restés onéreux, ils se sont trouvés pris dans la partie inflationniste de la période où l'énergie est devenue relativement onéreuse, amorçant ainsi lentement, mais sûrement, une «déviation» importante dans les structures de rentabilité des capitaux et d'énergie des secteurs de l'activité économique.

Ce qui pourrait nous préoccuper, c'est que nos concurrents sur la scène mondiale, qui ont dû absorber des chocs beaucoup plus brutaux que nous, ont peut-être en fait amorcé un processus de réaction et de changement des facteurs de production plus rapidement que nous. La seule menace que cela peut représenter pour l'économie canadienne, c'est que nous aurons trop attendu pour réagir, estimant à tort ce «ré-outillage» s'avère moins nécessaire au Canada que dans les autres pays.

Ensuite, nous exposons, dans ce document, notre avis actuel sur les prévisions à moyen terme. Il s'agit en fait, des prévisions à moyen terme contenues dans le budget de M. Crosbie de décembre dernier. Bien que nous nous soyons astreints à formuler d'autres prévisions à moyen terme, qui auraient été associées au budget du ministre des Finances, il est bon de signaler que les chiffres que nous vous donnons dans le mémoire comme étant notre point de vue le 9 décembre dernier, doivent être quelque peu modifiés à la lumière de la croissance réelle pour 1980-1981, qui répond au plus récentes nouvelles et qui est un peu moins soutenue que nous ne l'indiquons dans notre mémoire. Il convient de relever quelque peu les taux inflationnistes que nous prévoyons dans ce document et, conséquemment, le taux de chômage que nous indiquons également dans ce document et qui est décevant—et qui reflète en fait certains des facteurs sous-jacents de la croissance économique en cette période—l'est encore plus.

D'après nos normes chronologiques, les prévisions d'un taux de croissance réelle moyenne de 3 à 3,5 p. 100, sont faibles mais les normes fixées pour les années 80 indiquent que c'est le genre de croissance réelle que nous allons avoir à l'échelle mondiale. Néanmoins, cette croissance réelle n'est pas suffisante pour augmenter substantiellement le taux d'utilisation de la main-d'œuvre et, par conséquent, elle implique la prolongation d'un taux de chômage élevé.

Abordant maintenant la question clef des prévisions pour l'économie canadienne dans ce contexte, il semble que nos résultats pour les années 80 traduiront exactement notre capacité à maintenir un processus d'investissements réels de 1980 à 1985, que ce soit dans les secteurs énergétiques ou non. Tout ce que nous risquons en fait, c'est de sur-investir dans les secteurs énergétiques, au détriment des autres secteurs économiques. Il est pourtant tout aussi important que notre croissance—si elle peut être menée, de 1980 à 1985, par les secteurs non-énergétiques de l'économie, par les investissements réels dans les secteurs de la fabrication et dans l'infrastructure en général—crée des circonstances qui non seulement nous per-